

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

Note 1 Description des activités

Groupe CGI inc. (la « Société »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (« services en TI »), à savoir des services d'impartition, des services d'intégration de systèmes, des services-conseils, des licences d'utilisation de logiciels et des services de maintenance, ainsi que des services en gestion des processus d'affaires, afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, lesquels diffèrent à certains égards importants des PCGR des États-Unis. Un rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 29. Certains chiffres correspondants des exercices précédents ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice 2009, y compris l'incidence de l'adoption du chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, au cours de l'exercice 2009 et des activités abandonnées au cours de l'exercice 2008.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

La Société a adopté les nouveaux chapitres suivants du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA »), qui s'appliquent aux états financiers des périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2008 ou après cette date.

- a) Le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. Il établit des normes pour la constatation, l'évaluation et la présentation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. Les critères de détermination et de constatation initiale des actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne, qui y sont stipulés sont conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») correspondantes. Le chapitre 1000, *Fondements conceptuels des états financiers*, a aussi été modifié afin d'être uniforme avec le nouveau chapitre. Les dispositions du chapitre 3064 ont été adoptées rétrospectivement, avec retraitement des états financiers des périodes antérieures. Par conséquent, la Société a comptabilisé certaines dépenses engagées à titre de frais de démarrage et de coûts de main-d'œuvre comme charges plutôt qu'à titre d'actifs incorporels. Par ailleurs, les coûts liés à des contrats sont désormais inclus dans les actifs incorporels.

L'incidence de l'adoption de ce chapitre sur les états financiers consolidés déjà publiés par la Société est présentée ci-dessous :

Augmentation (diminution)	Au 30 septembre et pour les exercices terminés à ces dates	
	2008	2007
	\$	\$
États consolidés des résultats		
Coûts des services et frais de vente et d'administration	240	500
Amortissement	(772)	(1 808)
Impôts sur les bénéfices	164	416
Bénéfice net	368	892
Bilans consolidés		
Actifs incorporels	(3 415)	(3 947)
Passifs d'impôts futurs à long terme	(1 074)	(1 238)
Bénéfices non répartis	(2 341)	(2 709)
États consolidés des flux de trésorerie		
Activités d'exploitation		
Amortissement	(772)	(1 808)
Impôts futurs	164	416
Activités d'investissement		
Acquisitions d'actifs incorporels	240	500

Les bénéfices non répartis du début de 2007 ont été réduits de 3 601 000 \$, soit le montant des ajustements liés aux périodes antérieures à 2007. L'incidence de la mise en œuvre rétroactive sur le bénéfice de base et dilué par action des périodes précédentes retraitées est négligeable.

- b) Le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, établit les conditions pour évaluer et présenter la capacité de la Société d'exercer ses activités selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

De plus, le 20 janvier 2009, l'ICCA a publié l'abrégé des délibérations n° 173 du Comité sur les problèmes nouveaux, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers* (« CPN-173 »), qui doit être appliqué rétrospectivement sans retraitement des états financiers des périodes antérieures à tous les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels après le 20 janvier 2009. Le CPN-173 exige que la Société tienne compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit de la contrepartie lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. La Société a adopté le CPN-173 au cours de l'exercice 2009. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif, de passif et de capitaux propres inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le processus de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés. Les éléments faisant l'objet d'estimations importantes comprennent, sans s'y limiter, l'écart d'acquisition, les impôts sur les bénéfices, les éventualités et les autres passifs, le passif lié aux intégrations, la constatation des produits, la rémunération à base d'actions, les crédits d'impôt à l'investissement et les programmes gouvernementaux ainsi que la dépréciation des actifs à long terme.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et transactions intersociétés ont été éliminés. Les entreprises qui sont sous contrôle conjoint sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

CONSTATATION DES PRODUITS, TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS REPORTÉS

La Société génère des produits essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en gestion des processus d'affaires.

Les services en TI proposent un vaste éventail de services en technologies de l'information : i) des services d'impartition ; ii) des services d'intégration de systèmes et des services-conseils ; iii) des licences d'utilisation de logiciels et iv) des services de maintenance. Les services en gestion des processus d'affaires incluent notamment la gestion des processus d'affaires pour le secteur des services financiers, ainsi que d'autres services comme la gestion de la paie et la gestion de documents.

La Société fournit des services et des biens dans le cadre de contrats contenant divers mécanismes de détermination des prix. La Société constate les produits lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, les services ont été rendus ou les biens livrés au client, la contrepartie qui sera obtenue pour les biens vendus est fixe ou mesurable et le recouvrement final est raisonnablement sûr.

Les contrats de la Société comprennent souvent la prestation de plusieurs services mentionnés ci-dessus. Si une entente inclut des prestations multiples, la valeur totale de l'entente est répartie entre les différentes unités de comptabilisation lorsque : 1) les services fournis ou les biens livrés ont une valeur en soi pour le client ; 2) il existe des preuves objectives et fiables de la juste valeur des services non fournis ou des biens non livrés ; et 3) l'entente prévoit un droit de retour général relativement aux services fournis ou aux biens livrés, et la prestation des services non fournis ou la réalisation des biens non livrés est jugée probable et dépend pour l'essentiel de la Société. Si ces critères sont respectés, les honoraires totaux de l'entente sont répartis entre les différentes unités de comptabilisation en fonction de leurs justes valeurs. La juste valeur est établie en fonction des preuves internes et externes selon le prix demandé pour chaque composante d'une entente. Certains accords de services visant la prestation de licences d'utilisation de logiciels sont toutefois assujettis à certaines conventions comptables spécifiques, décrites ci-dessous à la section intitulée « Licences d'utilisation de logiciels ».

Dans les cas où une juste valeur existe pour les services non fournis ou les biens non livrés, mais qu'aucune preuve semblable existe pour les services fournis ou les biens livrés, la méthode du montant résiduel est utilisée pour répartir la contrepartie de l'accord. En vertu de cette méthode, le montant total du produit attribué aux services fournis ou aux biens livrés est égal au montant total de la contrepartie de l'accord moins la juste valeur totale de tous les services non fournis ou les biens non livrés.

Pour tous les types d'accords, la méthode appropriée de constatation des produits est appliquée, telle que décrite ci-dessous, pour chaque unité de comptabilisation selon les types d'accords et de services compris dans chaque unité de comptabilisation. Tous les services fournis ou biens livrés qui ne satisfont pas aux critères de séparation sont regroupés dans une unité de comptabilisation et la méthode la plus appropriée de constatation des produits est appliquée.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (SUITE)

Certains accords de la Société peuvent inclure une clause qui prévoit l'acceptation du client. Chaque clause est analysée pour déterminer si le processus de génération des produits est complété lorsque le service est rendu. Si l'acceptation du client est incertaine, le produit n'est pas constaté tant que l'acceptation du client n'a pas été reçue. L'approbation formelle du client n'est pas toujours nécessaire pour constater le produit, pourvu que la Société démontre objectivement que les critères mentionnés dans les clauses d'acceptation sont satisfaits. Parmi les critères revus, notons les accords semblables signés par le passé, si ces clauses sont uniques au client ou si elles s'appliquent à tous les accords, la durée des modalités d'acceptation et les antécédents spécifiques au client.

Les provisions pour pertes estimatives d'un contrat, s'il y a lieu, sont constatées dans l'exercice au cours duquel la perte est déterminée. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts estimatifs sur le total des produits estimatifs du contrat.

Ententes d'impartition et de gestion des processus d'affaires

Les produits tirés des services d'impartition et de gestion des processus d'affaires en vertu d'ententes fondées sur le temps et les ressources ou sur des prix unitaires sont constatés aux prix stipulés dans les contrats à mesure que les services sont rendus. Si les prix unitaires contractuels fluctuent au cours de la durée de l'entente, la Société détermine s'il est plus approprié de constater les produits en fonction des prix unitaires moyens sur la durée du contrat ou selon les montants réels facturés.

Les produits tirés des services d'impartition et de gestion des processus d'affaires dans le cadre d'ententes fondées sur des prix fixes sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée de l'entente, sans égard aux montants facturés, à moins qu'il n'existe une meilleure façon de mesurer le rendement ou la prestation de services.

Services d'intégration de systèmes et services-conseils

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes fondées sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils dans le cadre d'ententes fondées sur les coûts sont constatés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils dans le cadre d'ententes à prix fixes et d'ententes de licences d'utilisation de logiciels, dont les services de mise en œuvre sont essentiels au fonctionnement du logiciel ou lorsque le logiciel nécessite une importante adaptation, sont comptabilisés en fonction de la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre. La Société emploie les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail engagées pour mesurer le degré d'avancement des travaux. Cette méthode se fonde sur des estimations des coûts totaux de main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour fournir le service, qui sont comparées aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures engagées pour évaluer le pourcentage du produit gagné. La direction révisé régulièrement les estimations relatives aux coûts totaux de main-d'œuvre ou au nombre total d'heures de travail prévu. Les révisions des estimations sont constatées dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle les faits à l'origine de la révision deviennent connus.

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes axées sur la rentabilité sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les bénéfices générés par ces ententes atteindront la valeur à partir de laquelle la constatation des produits repose.

Licences d'utilisation de logiciels

La plupart des ententes de licences d'utilisation de logiciels de la Société sont comptabilisées tel que décrit précédemment dans la section « Services d'intégration de systèmes et services-conseils ». De plus, la Société détient des ententes de licences d'utilisation de logiciels dont les services de mise en œuvre ne sont pas essentiels au fonctionnement du logiciel ou le logiciel ne nécessite pas une importante adaptation mais qui inclut des prestations multiples comme l'intégration et le soutien post-contractuel au client. Les produits tirés des licences d'utilisation de logiciels de ces types d'ententes sont constatés lorsque le logiciel a été livré au client, s'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, si le paiement des honoraires par le client est probable, si les honoraires sont fixes ou peuvent être établis et s'il existe une preuve objective de la juste valeur, propre au fournisseur, de l'existence d'un accord permettant de répartir les honoraires totaux entre les différentes composantes d'une entente en fonction des preuves objectives de la juste valeur propres au fournisseur. La méthode du montant résiduel, telle que définie ci-dessus, peut être utilisée pour répartir la contrepartie d'une entente. Les preuves objectives de la juste valeur propres au fournisseur s'appuient habituellement sur le prix demandé lorsqu'une composante est vendue séparément. Les produits tirés des services de maintenance des logiciels sous licence fournis et mis en œuvre sont constatés de façon proportionnelle sur la durée du contrat.

Travaux en cours et produits reportés

Les montants comptabilisés à titre de produits excédant les montants facturés sont classés dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des biens ou la prestation des services sont classés dans les produits reportés.

REMBOURSEMENTS

Les remboursements, y compris les remboursements relatifs aux frais de déplacement et aux autres frais semblables, ainsi que d'autres frais de tiers, tels que les frais de revente de matériel et de logiciel, sont compris dans les produits, et les charges correspondantes sont incluses dans les coûts des services lorsque la Société juge que les charges remplissent les critères de constatation des produits.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements à court terme dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties sur leurs durées de vie utiles estimatives, selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée de vie utile ou de la durée du bail
Mobilier et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie, de production de documents fiscaux et de services de réclamations, la Société recueille les fonds aux fins de versement des paies, des impôts et des réclamations; garde temporairement ces fonds jusqu'à ce que le paiement soit requis; verse les fonds aux employés des clients, aux autorités fiscales compétentes et aux bénéficiaires des réclamations; produit les documents fiscaux destinés au gouvernement fédéral et aux gouvernements locaux; et prend en charge les différentes correspondances et révisions. La Société présente séparément ces fonds détenus pour des clients ainsi que les obligations relatives à ces fonds.

ACTIFS INCORPORELS

Coûts liés à des contrats

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de l'acquisition et de la mise en œuvre de contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires à long terme. Les coûts liés à des contrats sont classés dans les actifs incorporels. Ces actifs sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition.

Il arrive que des incitatifs soient accordés aux clients lors de la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs peuvent être accordés sous la forme de paiements en trésorerie, d'émission d'instruments de capitaux propres ou de réductions accordées principalement pendant une période de transition stipulée dans le contrat. Dans le cas d'instruments de capitaux propres, le coût est mesuré selon la juste valeur estimative des instruments à la date de leur octroi. Pour les réductions, le coût est mesuré selon la valeur des engagements financiers accordés et un montant correspondant est enregistré à titre de produits reportés. À mesure que les services sont rendus au client, le montant est amorti et comptabilisé en réduction des produits.

Les immobilisations acquises d'un client dans le cadre de contrats d'impartition sont capitalisées comme telles et amorties conformément aux politiques en matière d'amortissement décrites précédemment. L'excédent du montant versé sur la juste valeur des immobilisations acquises dans le cadre d'un contrat d'impartition est considéré comme un incitatif accordé au client et est comptabilisé de la manière décrite dans le paragraphe précédent.

Les coûts de transition comprennent les frais liés à l'installation des systèmes et des processus engagés après l'obtention des contrats d'impartition, la relocalisation des employés mutés et la sortie des établissements des clients. Pour les contrats de services en gestion des processus d'affaires, les coûts comprennent principalement les frais liés à la conversion des applications du client sur les plates-formes de la Société. Ces coûts différentiels se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages sociaux connexes, de même que les frais de sous-traitance.

Les coûts liés à l'acquisition et à la mise en œuvre de contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires à long terme qui sont engagés préalablement à l'obtention des contrats concernés sont comptabilisés à la dépense au fur et à mesure qu'ils sont engagés sauf dans les cas où il est presque certain que le contrat sera octroyé à la Société. Les coûts de contrat admissibles sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs.

Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels comprennent principalement les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients.

Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés au coût. Les solutions d'affaires développées à l'interne aux fins de commercialisation sont capitalisées si elles répondent aux critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur l'estimation des produits nets qu'elles pourront dégager dans le futur. Les relations clients acquises lors de regroupements d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (SUITE)

La Société amortit les autres actifs incorporels selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie estimatives suivantes :

Logiciels pour utilisation interne	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences d'utilisation de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients et autres	2 à 10 ans

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Dans le cas où des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme tels que les immobilisations et les actifs incorporels pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimatifs non actualisés sont projetés sur la durée de vie restante et comparés à la valeur comptable. Lorsque de telles projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés ne sont pas suffisants pour récupérer la valeur comptable des actifs sous-jacents, une charge est comptabilisée afin de ramener la valeur comptable au montant des flux de trésorerie actualisés prévus.

AUTRES ACTIFS À LONG TERME

Les autres actifs à long terme sont constitués principalement de frais de financement reportés, d'actifs liés aux régimes de rémunération différés, d'ententes à long terme de maintenance et de contrats à terme.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCART D'ACQUISITION

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le coût d'acquisition aux actifs corporels et incorporels acquis ainsi qu'aux passifs pris en charge en fonction de la juste valeur estimative de ces éléments à la date de l'acquisition, et affecte l'excédent du coût d'acquisition à l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, pour chaque unité d'exploitation, au moins une fois par année ou lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la juste valeur de l'unité d'exploitation pourrait être moindre que sa valeur comptable. La Société a désigné le 30 septembre comme date du test de dépréciation annuel. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation est supérieure à sa juste valeur.

PASSIFS LIÉS AUX INTÉGRATIONS

Les passifs liés aux intégrations se composent de passifs pour des frais engagés lors du regroupement d'entreprises et d'activités de restructuration, tels que les prestations de cessation d'emploi de certains employés des entreprises acquises qui exercent des fonctions déjà remplies dans la structure existante, et les provisions liées à des contrats de location portant sur des locaux que les entreprises acquises occupaient et que la Société compte quitter.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est établi en fonction de la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions afin d'évaluer l'effet dilutif des options sur actions.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Les frais de développement de logiciels, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexe, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés, à moins qu'ils ne remplissent les critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière.

CRÉDITS D'IMPÔT

La Société utilise la méthode de réduction du coût pour la comptabilisation des crédits d'impôt. En vertu de cette méthode, les crédits d'impôt relatifs aux dépenses courantes sont reconnus dans la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées lorsqu'il y a une assurance raisonnable de leurs réalisations. Les crédits d'impôt relatifs aux dépenses en immobilisations sont comptabilisés en diminution du coût des actifs lorsqu'il y a une assurance raisonnable de leurs réalisations.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'actif et du passif fiscal. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés à partir des écarts temporaires déductibles ou imposables entre les montants inscrits dans les états financiers et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et en utilisant les taux d'imposition qui devraient être pratiquement en vigueur pendant l'année au cours de laquelle il est prévu que ces différences se résorberont. Une provision pour moins-value est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'une partie de l'actif des impôts futurs ne pourra pas être réalisée.

CONVERSION DES DEVISES

Les produits et les charges libellés en devises sont enregistrés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net.

Les filiales autonomes qui exercent des activités économiques largement indépendantes de la Société sont comptabilisées selon la méthode du taux courant. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs de filiales libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont enregistrés à titre de gains (pertes) net(te)s non réalisé(e)s découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dans les états consolidés du résultat étendu.

Les comptes des filiales étrangères, qui sont dépendantes de la Société d'un point de vue financier ou de l'exploitation, sont comptabilisés selon la méthode temporelle. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et les passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes de change de ces filiales sont comptabilisés dans le bénéfice net.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La rémunération à base d'actions est comptabilisée selon la méthode de la juste valeur. Cette méthode consiste à comptabiliser aux résultats une charge répartie sur la durée d'acquisition des options octroyées. Lorsque les options sont levées, toute contrepartie payée par les employés est créditée au capital-actions et la juste valeur comptabilisée de l'option est virée du surplus d'apport au capital-actions.

OPÉRATIONS DE COUVERTURE

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des cours de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers à des fins de négociation.

Couvertures de flux de trésorerie liées aux billets de premier rang non garantis en devise américaine

Le 21 décembre 2007, la Société est devenue partie à des contrats à terme visant à couvrir les remboursements contractuels du capital des billets de premier rang non garantis en devise américaine. L'objectif des opérations de couverture est de couvrir le risque lié à la variabilité de l'équivalent en monnaie fonctionnelle des flux de trésorerie rattachés aux remboursements du capital de la dette en devise.

Les couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. La couverture est considérée comme étant hautement efficace car les conditions des contrats à terme correspondent aux conditions des remboursements des deux dernières tranches de la dette. La première tranche a été remboursée au cours de l'exercice 2009.

Les contrats à terme sont des instruments dérivés; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan à titre d'autres actifs à long terme, et la partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est constatée sous les autres éléments du résultat étendu. Pour chaque période, un montant annulant le gain ou la perte de conversion faisant suite à la réévaluation de la partie de la dette qui est désignée est reclassé des autres éléments du résultat étendu aux résultats. Les primes et escomptes sur les contrats à terme utilisés pour couvrir des dettes à long terme en devises sont amortis à titre d'ajustement des intérêts débiteurs sur la durée des contrats à terme. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, des modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés employant des données observables sur le marché sont utilisés. Au 30 septembre 2009, les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés liés à des contrats à terme n'étaient pas importants. Les flux de trésorerie liés à l'opération de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

Couverture d'investissements nets dans des filiales étrangères autonomes

Le 1^{er} décembre 2008, la Société a désigné une dette de 100 000 000 \$ US à titre d'instrument de couverture d'une partie de l'investissement net de la Société dans des filiales autonomes aux États-Unis. De plus, le 17 décembre 2008, la Société a désigné une dette de 12 000 000 € en tant qu'instrument de couverture d'une partie de l'investissement net dans des filiales autonomes en Europe.

Les gains ou les pertes de change sur les investissements nets et la partie efficace des gains ou des pertes sur les instruments de couverture des investissements nets sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

Couvertures de flux de trésorerie liés aux produits futurs

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, la Société a conclu plusieurs contrats de change à terme pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et la roupie indienne relativement aux produits futurs provenant des États-Unis et pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar canadien et la roupie indienne relativement aux produits futurs provenant du Canada. De plus, la Société a conclu des swaps de devises fixe-variable pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien relativement aux produits futurs provenant des États-Unis. Les dates d'échéance des couvertures de flux de trésorerie s'échelonnent jusqu'en 2014.

Ces couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie, et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. Les contrats à terme sont des instruments dérivés; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan à titre d'autres actifs à court terme, d'autres actifs à long terme, d'autres passifs à court

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (SUITE)

terme ou d'autres passifs à long terme. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, des modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés employant des données observables sur le marché sont utilisés.

La partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est constatée dans les autres éléments du résultat étendu et la partie inefficace, le cas échéant, dans l'état consolidé des résultats. La partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés est sortie des autres éléments du résultat étendu pour être portée aux résultats à titre d'ajustement des produits au moment de la constatation des produits faisant l'objet de la couverture. L'évaluation de l'efficacité se fonde sur les taux à terme et sur la méthode du dérivé hypothétique. Au cours de l'exercice 2009, les relations de couverture de la Société étaient efficaces. Les flux de trésorerie liés aux opérations de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

En janvier 2009, l'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel.

- a) Le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, qui remplace le chapitre 1581, *Regroupements d'entreprises*, établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises de la Société pour lesquels la date d'acquisition est le 1^{er} octobre 2011 ou après. Une application anticipée est autorisée. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés.
- b) Le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*, remplacent le chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), *États financiers consolidés et individuels*. Pour la Société, les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

De plus, en février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les IFRS pour l'établissement des états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, la Société présentera ses résultats selon les IFRS à compter de la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2011.

Afin de se préparer à ce changement, la Société a élaboré un plan de conversion aux IFRS. En plus d'une équipe de travail, la Société a formé un comité directeur sur les IFRS chargé de faire le suivi des progrès et d'approuver les recommandations de l'équipe de travail. L'équipe de travail se réunit aux deux semaines et le comité directeur, une fois par mois. Des mises à jour trimestrielles sont présentées au Comité de vérification et de gestion des risques.

La Société a terminé l'étape du diagnostic, qui comprenait un examen approfondi des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption. La deuxième étape du plan, qui est en cours depuis février 2009, permettra de déterminer précisément l'incidence des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS. Cette étape devrait notamment aboutir à l'établissement de la documentation à l'appui du raisonnement qui sous-tend les choix de conventions comptables, les nouvelles informations à fournir et les textes faisant autorité en la matière. Cette étape permettra à la Société de déterminer les conséquences de la transition. Ceci fait, la Société évaluera l'impact de l'adoption des IFRS sur les autres volets importants de la conversion, soit les modifications à apporter aux systèmes informatiques, les exigences en matière de formation, les mécanismes de contrôle interne à l'égard de l'information financière et les répercussions sur les activités d'affaires de la Société.

Note 3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2009	2008
	\$	\$
Trésorerie	203 160	33 433
Équivalents de trésorerie	140 267	16 701
	343 427	50 134

Note 4 Débiteurs

	2009	2008
	\$	\$
Clients	317 647	399 397
Autres ¹	143 644	88 166
	461 291	487 563

¹ Les autres débiteurs comprennent les crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux programmes de développement des affaires électroniques, de la Cité du commerce électronique, de la Cité Multimédia de Montréal, du Carrefour de la nouvelle économie, de recherche et de développement ainsi qu'à d'autres programmes de crédits d'impôt. Les crédits d'impôt représentent un montant d'environ 124 803 000 \$ et 54 822 000 \$ des autres débiteurs pour les exercices 2009 et 2008, respectivement.

Depuis le 1^{er} avril 2008, la société est admissible à un crédit d'impôt remboursable pour le développement des affaires électroniques qui remplace certains programmes actuels de crédits d'impôt du Québec. Les mesures fiscales permettent aux corporations ayant un établissement dans la province de Québec qui ont des activités admissibles dans le secteur de la technologie d'obtenir un crédit d'impôt remboursable égal à 30 % des salaires admissibles jusqu'à concurrence de 20 000 \$ par année par employé admissible jusqu'au 31 décembre 2015.

Avant le 1^{er} avril 2008, pour être admissible aux crédits d'impôt de la Cité du commerce électronique, de la Cité Multimédia de Montréal, du Carrefour de la nouvelle économie et autres, la Société avait également transféré un certain nombre de ses employés dans des immeubles désignés. Le coût du loyer des immeubles désignés est considérablement plus élevé que celui de ses installations antérieures. Au 30 septembre 2009, le solde des engagements pour le coût des loyers pour ces établissements, qui s'étendent sur une période de un à 14 ans, s'établissait à 388 722 000 \$. Les crédits d'impôt remboursables au titre de ces programmes étaient calculés à des taux variant de 35 % à 40 % sur les salaires versés au Québec, jusqu'à concurrence de 12 500 \$ à 15 000 \$ par année par employé admissible.

Note 5 Immobilisations

	2009			2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Terrain et bâtiments	21 607	3 920	17 687	13 804	2 900	10 904
Améliorations locatives	144 516	70 607	73 909	142 740	63 120	79 620
Mobilier et agencements	47 129	22 348	24 781	40 433	18 405	22 028
Matériel informatique	190 850	94 809	96 041	138 123	72 240	65 883
	404 102	191 684	212 418	335 100	156 665	178 435

Les immobilisations comprennent des actifs acquis en vertu de contrats de location-acquisition totalisant 37 680 000 \$ (23 426 000 \$ pour l'exercice 2008), déduction faite de l'amortissement cumulé de 17 880 000 \$ (9 236 000 \$ pour l'exercice 2008). La charge d'amortissement des immobilisations acquises en vertu des contrats de location-acquisition a été de 13 213 000 \$ et de 4 530 000 \$ pour les exercices 2009 et 2008, respectivement.

Note 6 Actifs incorporels

	2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Actifs incorporels			
Coûts liés à des contrats			
Incitatifs	247 146	185 296	61 850
Coûts de transition	169 087	77 138	91 949
	416 233	262 434	153 799
Autres actifs incorporels			
Logiciels pour utilisation interne	88 128	59 033	29 095
Solutions d'affaires	284 341	160 423	123 918
Licences d'utilisation de logiciels	144 861	108 127	36 734
Relations clients et autres	341 188	228 959	112 229
	858 518	556 542	301 976
	1 274 751	818 976	455 775

Note 6 Actifs incorporels (SUITE)

			2008 (Retraité — note 2a)
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Actifs incorporels			
Coûts liés à des contrats			
Incitatifs	241 951	164 527	77 424
Coûts de transition	148 044	60 520	87 524
	389 995	225 047	164 948
Autres actifs incorporels			
Logiciels pour utilisation interne	84 764	47 467	37 297
Solutions d'affaires	296 682	148 324	148 358
Licences d'utilisation de logiciels	134 162	94 572	39 590
Relations clients et autres	348 893	199 189	149 704
	864 501	489 552	374 949
	1 254 496	714 599	539 897

Tous les actifs incorporels font l'objet d'amortissement. Le tableau suivant présente le montant total des actifs incorporels amortissables qui ont été acquis ou développés à l'interne au cours de la période :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Acquis	22 965	30 665	22 720
Développés à l'interne	44 181	40 257	60 289
	67 146	70 922	83 009

L'amortissement des autres actifs incorporels inclus dans les états consolidés des résultats se détaille comme suit :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
Logiciels pour utilisation interne	12 963	12 307	10 673
Solutions d'affaires	33 444	34 367	48 592
Licences d'utilisation de logiciels	16 674	17 997	22 422
Relations clients et autres	37 748	37 121	40 194
Amortissement des autres actifs incorporels (note 14)	100 829	101 792	121 881

L'amortissement des coûts liés à des contrats est présenté à la note 14.

Note 7 Autres actifs à long terme

	2009	2008
	\$	\$
Frais de financement reportés	3 643	4 933
Actifs du régime de rémunération différée	13 108	11 657
Contrats de maintenance à long terme	13 735	13 531
Contrats à terme (note 27)	22 372	8 758
Balance de prix de vente et autres	7 700	6 798
Autres actifs à long terme	60 558	45 677

Note 8 Écart d'acquisition

Les variations de l'écart d'acquisition se présentent comme suit :

	2009			
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	1 158 730	431 129	99 503	1 689 362
Acquisition (note 19a)	209	–	–	209
Ajustements liés au coût d'acquisition (note 19c)	(16 059)	(3 865)	(415)	(20 339)
Cession d'actifs (note 19b)	(1 499)	–	–	(1 499)
Écart de conversion	–	5 056	1 992	7 048
Solde à la fin de l'exercice	1 141 381	432 320	101 080	1 674 781

	2008			
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	1 159 431	390 676	96 822	1 646 929
Ajustements liés au coût d'acquisition (note 19d)	(701)	(9 215)	–	(9 916)
Écart de conversion	–	49 668	2 681	52 349
Solde à la fin de l'exercice	1 158 730	431 129	99 503	1 689 362

Note 9 Autres passifs à long terme

	2009	2008
	\$	\$
Rémunération différée	22 727	22 068
Passifs liés aux intégrations et restructurations	4 416	12 145
Produits reportés	27 774	13 441
Avantages incitatifs liés aux contrats de location	13 398	14 150
Contrats à terme (note 27)	7 648	–
Autres	7 971	4 455
	83 934	66 259

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations incluses dans la catégorie « Autres » proviennent de contrats de location-exploitation d'immeubles à bureaux qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux dans leur état initial à l'échéance des contrats. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 2 522 000 \$ (2 529 000 \$ pour l'exercice 2008) sont fondées sur des flux de trésorerie prévus de 3 579 000 \$ (3 465 000 \$ pour l'exercice 2008) et ont été actualisées en utilisant un taux d'intérêt de 6,83 % (4,35 % pour l'exercice 2008). L'échéancier du paiement de ces obligations s'échelonne sur une période de un à 14 ans.

Note 10 Dette à long terme

	2009	2008
	\$	\$
Billets de premier rang non garantis en devise américaine, portant intérêt au taux moyen pondéré de 5,27 %, remboursables par des versements de 93 281 \$ en 2011 et de 21 444 \$ en 2014, déduction faite des intérêts imputés de 664 \$ ¹	114 061	202 428
Facilité à terme renouvelable engagée non garantie, portant intérêt au taux LIBOR majoré de 0,63 % ou au taux de l'acceptation bancaire majoré de 0,63 % et échéant en 2012 ²	126 043	157 468
Obligation portant intérêt au taux de 2,34 %, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant en octobre 2010	5 879	9 037
Solde du coût d'acquisition d'une entreprise, comptabilisé à la valeur actualisée selon un taux d'intérêt de 5,60 % et payé au cours de l'exercice 2009	–	645
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt au taux moyen pondéré de 5,23 %, remboursables par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2014	37 147	21 513
	283 130	391 091
Tranche à court terme	17 702	100 917
	265 428	290 174

1 Au 30 septembre 2009, le financement par voie de placement privé auprès d'investisseurs institutionnels américains comprenait deux tranches de billets de premier rang non garantis en devise américaine, échéant en janvier 2011 et 2014 et totalisant 107 000 000 \$ US. Le 29 janvier 2009, la Société a remboursé la première tranche de 85 000 000 \$ US et a réglé les contrats à terme connexes conclus pour couvrir son exposition à la variabilité du taux de change, ce qui a donné lieu à des rentrées de fonds de 18 318 000 \$. Les billets de premier rang non garantis en devise américaine contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 28). Au 30 septembre 2009, la Société respecte ces ratios financiers.

2 La Société a une facilité de crédit renouvelable non garantie d'une durée de cinq ans totalisant 1 500 000 000 \$ qui expire en août 2012. Au 30 septembre 2009, un montant de 126 043 000 \$ avait été retiré de cette facilité. De plus, un montant de 14 678 000 \$ de cette facilité a été mis en garantie pour couvrir diverses lettres de crédit émises à des clients et à des tiers. Outre cette facilité de crédit renouvelable, la Société dispose de marges de crédit remboursables à vue de 25 000 000 \$. Au 30 septembre 2009, aucun montant n'avait été retiré de ces facilités. La facilité de crédit renouvelable contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 28). Au 30 septembre 2009, la Société respecte ces ratios financiers. De plus, la Société détient une quote-part d'une facilité de crédit renouvelable d'un montant de 5 000 000 \$ reliée à sa coentreprise, laquelle porte intérêt au taux préférentiel canadien. Au 30 septembre 2009, aucun montant n'avait été retiré de cette facilité.

Les remboursements de capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2010	4 642
2011	94 088
2012	126 043
2013	–
2014	21 210
Total des remboursements de capital sur la dette à long terme	245 983

Versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition :

	Capital	Intérêts	Paiement
	\$	\$	\$
2010	13 060	1 684	14 744
2011	11 591	1 063	12 654
2012	8 061	496	8 557
2013	3 666	137	3 803
2014	769	18	787
Total des versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition	37 147	3 398	40 545

Note 11 Capital-actions

Autorisé, un nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, les actions subalternes classe A et les actions classe B ;

Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B ;

Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres d'achat visant les actions classe B se concrétisent ;

Actions classe B, comportant dix droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

Au cours des exercices 2009, 2008 et 2007, les actions subalternes classe A et les actions classe B ont évolué comme suit :

	Actions subalternes classe A		Actions classe B		Total	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
		\$		\$		\$
Solde au 30 septembre 2006	297 484 885	1 319 882	34 208 159	47 724	331 693 044	1 367 606
Rachetées et annulées ¹	(12 484 000)	(52 203)	—	—	(12 484 000)	(52 203)
Rachetées et non annulées ¹	—	(3 461)	—	—	—	(3 461)
Options levées ²	5 544 830	57 087	—	—	5 544 830	57 087
Solde au 30 septembre 2007	290 545 715	1 321 305	34 208 159	47 724	324 753 874	1 369 029
Rachetées et annulées ¹	(20 488 168)	(90 748)	—	—	(20 488 168)	(90 748)
Rachetées et non annulées ¹	—	(847)	—	—	—	(847)
Options levées ²	4 107 823	42 238	—	—	4 107 823	42 238
Solde au 30 septembre 2008	274 165 370	1 271 948	34 208 159	47 724	308 373 529	1 319 672
Rachetées et annulées ¹	(9 708 292)	(44 272)	—	—	(9 708 292)	(44 272)
Options levées ²	2 221 032	22 870	—	—	2 221 032	22 870
Conversion d'actions ³	600 000	837	(600 000)	(837)	—	—
Solde au 30 septembre 2009	267 278 110	1 251 383	33 608 159	46 887	300 886 269	1 298 270

¹ Le 27 janvier 2009, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société et le rachat, au cours de l'année suivante, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de la Société. La Société a par la suite obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat. L'offre publique de rachat permet à la Société d'acheter jusqu'à 26 970 437 actions subalternes classe A (28 502 941 en 2008 et 29 091 303 en 2007) sur le marché libre, par l'entremise de la Bourse de Toronto, afin de les annuler. L'achat d'actions subalternes classe A en vertu de l'offre publique de rachat a commencé le 9 février 2009 et devait se terminer au plus tard le 8 février 2010, ou plus tôt si la Société complétait le rachat ou décidait de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance. Au cours de l'exercice 2009, la Société a racheté 9 525 892 actions subalternes classe A (19 910 068 au cours de l'exercice 2008 et 12 339 400 au cours de l'exercice 2007), pour une contrepartie de 99 881 000 \$ (213 485 000 \$ pour l'exercice 2008 et 126 420 000 \$ pour l'exercice 2007). L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées, au montant de 55 609 000 \$ (121 890 000 \$ pour l'exercice 2008 et 70 756 000 \$ pour l'exercice 2007) a été enregistré dans les bénéfices non répartis.

Au 30 septembre 2008, 182 400 actions subalternes classe A rachetées d'une valeur comptable de 847 000 \$ et d'une valeur de rachat de 1 817 000 \$ étaient détenues par la Société et avaient été annulées et payées après la fin de l'exercice. (Au 30 septembre 2007, 760 500 actions subalternes classe A rachetées d'une valeur comptable de 3 461 000 \$ et d'une valeur de rachat de 8 538 000 \$ étaient détenues par la Société et avaient été annulées après la fin de l'exercice. Une tranche de 4 540 000 \$ du montant total de 8 538 000 \$ avait été payée après le 30 septembre 2007.)

² La valeur comptable des actions subalternes classe A inclut un montant de 5 253 000 \$ (10 223 000 \$ pour l'exercice 2008 et 13 904 000 \$ pour l'exercice 2007) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur du coût cumulé de la rémunération à base d'actions liée aux options exercées au cours de l'exercice.

³ Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, un actionnaire a converti 600 000 actions classe B en 600 000 actions subalternes classe A.

Note 12 Options sur actions et surplus d'apport

A) OPTIONS SUR ACTIONS

En vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, octroyer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix de levée est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture d'une action subalterne classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de l'octroi. Les options deviennent généralement acquises de un à trois ans après la date d'octroi, conditionnellement à l'atteinte d'objectifs, et doivent être levées dans un délai de dix ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Au 30 septembre 2009, 41 118 005 actions subalternes classe A étaient réservées pour émission en vertu du régime d'options d'achat d'actions.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours octroyées par la Société pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2009		2008		2007	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré par action
		\$		\$		\$
En cours au début de l'exercice	26 757 738	9,34	24 499 886	8,52	29 956 711	8,57
Octroyées	8 448 453	9,32	7 798 388	11,39	3 960 405	7,74
Levées	(2 221 032)	7,93	(4 107 823)	7,79	(5 544 830)	7,79
Éteintes	(3 863 746)	11,16	(1 094 052)	10,65	(3 872 400)	8,92
Échues	(237 578)	14,11	(338 661)	12,20	–	–
En cours à la fin de l'exercice	28 883 835	9,16	26 757 738	9,34	24 499 886	8,52
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	18 087 166	8,75	19 398 753	8,56	18 507 376	8,90

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours octroyées par la Société au 30 septembre 2009 :

	Options en cours			Options pouvant être levées		
	Fourchette des prix de levée	Nombre d'options	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré
	\$			\$		\$
	2,14 à 5,20	31 028	1,47	2,56	31 028	2,56
	6,05 à 6,98	2 942 547	5,18	6,46	2 942 547	6,46
	7,00 à 7,87	4 710 509	5,54	7,74	4 710 509	7,74
	8,00 à 8,99	6 758 449	4,18	8,63	6 758 449	8,63
	9,05 à 9,90	9 081 298	7,51	9,37	1 044 348	9,79
	10,05 à 11,95	4 303 278	7,93	11,36	1 543 559	11,32
	14,10 à 16,23	1 041 086	0,06	15,72	1 041 086	15,72
	24,51 à 26,03	15 640	0,32	25,97	15 640	25,97
		28 883 835	5,96	9,16	18 087 166	8,75

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées qui ont été utilisées pour calculer le coût de rémunération à base d'actions comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2009	2008	2007
Rémunération à base d'actions (\$)	8 617	5 131	13 933
Taux de dividende (%)	0,00	0,00	0,00
Volatilité prévue (%)	24,42	23,70	29,48
Taux d'intérêt sans risque (%)	3,05	4,09	3,90
Durée de vie prévue (années)	5,00	5,00	5,00
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi (\$)	2,59	3,37	2,60

B) SURPLUS D'APPORT

Le tableau suivant présente la variation du surplus d'apport depuis le 30 septembre 2006 :

	\$
Solde au 30 septembre 2006	82 436
Coût de rémunération lié aux options levées (note 11)	(13 904)
Coût de rémunération lié au régime d'options d'achat d'actions	13 933
Solde au 30 septembre 2007	82 465
Coût de rémunération lié aux options levées (note 11)	(10 223)
Coût de rémunération lié au régime d'options d'achat d'actions	5 131
Solde au 30 septembre 2008	77 373
Coût de rémunération lié aux options levées (note 11)	(5 253)
Coût de rémunération lié au régime d'options d'achat d'actions	8 617
Solde au 30 septembre 2009	80 737

Note 13 Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2009			2008 (Retraité — note 2a)		2007 (Retraité — note 2a)			
	Bénéfice tiré des activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action tiré des activités poursuivies	Bénéfice tiré des activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action tiré des activités poursuivies	Bénéfice tiré des activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action tiré des activités poursuivies
	\$		\$	\$		\$	\$		\$
	315 158	306 853 077	1,03	298 266	317 604 899	0,94	235 551	329 016 756	0,71
Options dilutives ²		3 492 164			5 199 388			4 859 808	
	315 158	310 345 241	1,02	298 266	322 804 287	0,92	235 551	333 876 564	0,70

1 Les 9 525 892 actions subalternes classe A rachetées au cours de l'exercice (19 910 068 pendant l'exercice 2008 et 12 339 400 pendant l'exercice 2007) ont été exclues du calcul du bénéfice par action à compter de la date de leur rachat.

2 Le calcul des conversions hypothétiques exclut les options dont l'effet est antidilutif, qui ne peuvent encore être levées ou qui ne seraient pas levées puisque leur prix de levée est plus élevé que la valeur marchande moyenne de l'action subalterne classe A de la Société pour chacune des périodes présentées dans le tableau. Le nombre d'options exclues était de 13 384 651, de 8 764 136 et de 3 162 074 pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007, respectivement.

Note 14 Amortissement

	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations	61 412	43 455	32 396
Amortissement des actifs incorporels			
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	22 377	17 925	18 944
Autres actifs incorporels (note 6)	100 829	101 792	121 881
Perte de valeur liée aux autres actifs incorporels ¹	11 143	—	—
	195 761	163 172	173 221
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits)	21 043	21 682	21 946
Amortissement des frais de financement reportés (présenté dans les intérêts sur la dette à long terme)	1 283	1 266	1 360
	218 087	186 120	196 527

1 La perte de valeur liée aux autres actifs incorporels a trait à certains actifs qui ne devraient fournir aucune valeur future.

Note 15 Cumul des autres éléments du résultat étendu

	Solde au 1 ^{er} octobre 2008	Variation nette au cours de l'exercice	Solde au 30 septembre 2009
	\$	\$	\$
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite des recouvrements d'impôts sur les bénéfices cumulés de 10 464 \$)	(365 672)	6 249	(359 423)
Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite des impôts sur les bénéfices cumulés de 11 623 \$)	45 261	15 739	61 000
Gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite des impôts sur les bénéfices cumulés de 4 422 \$)	(1 013)	13 446	12 433
	(321 424)	35 434	(285 990)

	Solde au 1 ^{er} octobre 2007	Variation nette au cours de l'exercice	Solde au 30 septembre 2008
	\$	\$	\$
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite des recouvrements d'impôts sur les bénéfices cumulés de 7 029 \$)	(431 872)	66 200	(365 672)
Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite des impôts sur les bénéfices cumulés de 8 748 \$)	45 799	(538)	45 261
Pertes nettes non réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite des recouvrements d'impôts sur les bénéfices cumulés de 187 \$)	–	(1 013)	(1 013)
	(386 073)	64 649	(321 424)

	Solde au 1 ^{er} octobre 2006	Variation nette au cours de l'exercice	Solde au 30 septembre 2007
	\$	\$	\$
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite des recouvrements d'impôts sur les bénéfices cumulés de 8 390 \$)	(315 832)	(116 040)	(431 872)
Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite des impôts sur les bénéfices cumulés de 8 748 \$)	26 609	19 190	45 799
	(289 223)	(96 850)	(386 073)

Note 16 Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Le 29 mars 2006, la Société a annoncé un plan de réorganisation affectant des membres localisés principalement à Montréal et à Toronto. Une part importante des suppressions de postes découlait du fait que le volume de travail provenant de BCE était moins important que prévu. Environ 1 150 postes ont été abolis. Le plan de réorganisation a été complété le 31 décembre 2006. Les frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques se sont élevés à 23 010 000 \$ en 2007 et à 67 266 000 \$ en 2006. Sur le montant total de 90 276 000 \$, 61 986 000 \$ (déduction faite de la contribution de BCE au montant de 10 000 000 \$) est lié à la cessation d'emploi et 28 290 000 \$, à la consolidation et la fermeture d'installations. Le solde de la provision pour frais de réorganisation s'élevait à 3 557 000 \$ au 30 septembre 2009 (5 147 000 \$ au 30 septembre 2008). La majeure partie du solde sera payé au cours de l'exercice 2010.

Note 17 Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices s'établissent comme suit :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
Exigibles	95 923	128 972	105 138
Futurs	29 300	(22 675)	10 470
	125 223	106 297	115 608

Le taux d'imposition effectif de la Société sur les bénéfices tirés des activités poursuivies est différent du taux d'imposition combiné prévu par les lois fédérales et provinciales et il s'établit comme suit :

	2009	2008	2007
	%	%	%\$
Taux d'imposition statuaire de la Société	30,9	31,2	32,0
Effet des écarts des taux d'imposition provinciaux et étrangers	2,7	2,7	2,9
Économies d'impôts résultant du placement dans des filiales	(2,7)	(3,3)	(3,2)
Entente finale avec les autorités fiscales et échéance des délais de prescription	(3,9)	(3,7)	—
Options sur actions non déductibles	0,3	0,1	0,8
Autres éléments non déductibles	1,0	0,9	1,0
Congé d'impôt fiscal corporatif	—	(0,2)	(1,1)
Incidence sur les actifs et passifs d'impôts futurs résultant du changement des taux d'imposition	—	(1,7)	0,4
Économies d'impôts découlant des pertes	0,1	0,2	0,1
Taux d'imposition effectif	28,4	26,2	32,9

Les actifs et passifs d'impôts futurs se détaillent comme suit aux 30 septembre :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs :		
Passifs liés aux charges d'intégration, créateurs et charges à payer	11 316	10 191
Économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes	10 171	41 579
Immobilisations, actifs incorporels et autres actifs à long terme	17 197	10 915
Rémunération à payer	23 414	26 077
Pertes non réalisées découlant des couvertures de flux de trésorerie	3 395	—
Provision pour créances douteuses	3 107	2 733
Frais de financement et coûts d'émission des actions	—	173
Autres	2 433	2 718
	71 033	94 386
Provision pour moins-value	(6 818)	(25 473)
	64 215	68 913
Passifs d'impôts futurs :		
Immobilisations, actifs incorporels et autres actifs à long terme	161 008	177 854
Travaux en cours	22 395	12 964
Écart d'acquisition	25 276	21 576
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	40 233	20 434
Gains non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	7 478	—
Autres	4 489	3 448
	260 879	237 350
Impôts futurs, montant net	(196 664)	(167 363)

Note 17 Impôts sur les bénéfices (SUITE)

Les impôts futurs s'établissent comme suit :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs à court terme	15 110	34 031
Actifs d'impôts futurs à long terme	10 173	7 747
Passifs d'impôts futurs à court terme	(50 250)	(25 529)
Passifs d'impôts futurs à long terme	(171 697)	(183 612)
Impôts futurs, montant net	(196 664)	(167 363)

Au 30 septembre 2009, la Société disposait de reports prospectifs de pertes nettes autres qu'en capital totalisant 26 793 000 \$, dont 5 496 000 \$ ayant des échéances diverses jusqu'en 2015 et 21 297 000 \$ n'ayant aucune échéance. De plus, la Société avait des reports prospectifs de pertes en capital de 10 236 000 \$ n'ayant aucune date d'échéance. La Société a constaté un actif d'impôts futurs de 10 171 000 \$ découlant des reports prospectifs de pertes et a une provision pour moins-value de 6 818 000 \$ en relation avec ces pertes. La baisse de la provision pour moins-value s'explique essentiellement par l'utilisation de pertes autres qu'en capital aux États-Unis. L'actif d'impôts futurs net connexe de 3 353 000 \$ représente le montant dont la réalisation est jugée plus probable qu'improbable. Si la provision pour moins-value se renversait, l'écart d'acquisition serait réduit d'environ 1 949 000 \$.

Le bénéfice étranger de certaines filiales de la Société sera imposé seulement lorsqu'il sera rapatrié au Canada. La Société n'a constaté aucun passif d'impôts futurs pour ces bénéfices non répartis puisque la direction ne s'attend pas à ce qu'ils soient rapatriés. Un passif d'impôts futurs sera constaté quand la Société estimera qu'elle récupérera ces bénéfices non répartis sous une forme imposable, comme la vente du placement ou la réception de dividendes. Au moment du paiement, certains pays imposent des retenues d'impôts qui, sous certaines conditions, peuvent ensuite être utilisées en tant que crédits d'impôt pour réduire les impôts fédéraux ou provinciaux sur les bénéfices à payer, le cas échéant.

Note 18 Coûts des services et frais de vente et d'administration

Les crédits d'impôt inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration se détaillent comme suit :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 268 995	3 193 270	3 138 024
Crédits d'impôt	(98 589)	(82 510)	(87 242)
	3 170 406	3 110 760	3 050 782

Note 19 Investissements dans les filiales et les coentreprises

Dans tous les cas, la Société comptabilise les résultats d'exploitation des entreprises acquises à compter de la date de prise d'effet de chacune des acquisitions.

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2009

a) Acquisition

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, la Société a porté à 65,78 % sa participation dans Conseillers en informatique d'affaires (« CIA ») pour une contrepartie en trésorerie de 425 000 \$, ce qui a donné lieu à une diminution de 216 000 \$ de la participation sans contrôle et à une augmentation de 209 000 \$ de l'écart d'acquisition.

b) Cession

Le 20 février 2009, la Société a vendu ses services actuariels pour une contrepartie en trésorerie de 3 780 000 \$, moins un ajustement estimatif du fonds de roulement. Elle a reçu 3 565 000 \$ le 27 février 2009. Ces services étaient auparavant inclus dans le secteur d'exploitation du Canada. L'actif net vendu dans le cadre de l'entente définitive comprend un écart d'acquisition de 1 499 000 \$. L'opération a donné lieu à un gain de 1 494 000 \$.

c) Modifications de la ventilation des prix d'acquisition

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, la Société a révisé la ventilation des prix d'acquisition et effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des passifs liés aux intégrations et des crédettes et charges à payer de 849 000 \$ et de 120 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette des passifs d'impôts futurs de 338 000 \$, tandis que l'écart d'acquisition a diminué de 631 000 \$.

Par ailleurs, des actifs d'impôts futurs acquis dans le cadre des acquisitions d'American Management Systems, Incorporated (« AMS ») et de COGNICASE Inc. (« Cognicase ») qui n'avaient pas été constatés comme un élément identifiable de l'actif à la date d'acquisition ont été ultérieurement constatés, donnant lieu à une diminution de l'écart d'acquisition de 19 708 000 \$.

d) Contrepartie des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2009, la Société a payé le solde du prix d'acquisition d'une entreprise, d'un montant de 997 000 \$.

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2008

a) Acquisition

Il n'y a eu aucune acquisition pendant l'exercice 2008.

b) Cession

Le 19 juillet 2008, la Société a vendu son unité canadienne de gestion des services de réclamations et de gestion du risque pour une contrepartie en trésorerie de 38 050 000 \$. Ces services étaient auparavant inclus dans le secteur d'exploitation des services en gestion des processus d'affaires. La Société a reçu un montant de 31 671 000 \$ en août 2008. Du solde restant, lequel porte intérêt au taux de 10 % payable annuellement (note 7), 879 000 \$ ont été payés au cours de l'exercice 2009 et 5 500 000 \$ seront payés au plus tard le 5 août 2014. L'actif net cédé comprenait un écart d'acquisition de 7 732 000 \$, déduction faite d'une dépréciation de 4 051 000 \$. Cette opération a donné lieu à une perte de 965 000 \$.

c) Solde des passifs liés aux intégrations

AMS a été acquise durant l'exercice 2004. Pour AMS, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises s'établissent comme suit :

	Consolidation et fermeture d'installations	Cessation d'emploi	Total
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2007	15 226	1 395	16 621
Ajustements de la provision initiale ¹	(4 962)	—	(4 962)
Écart de conversion	686	84	770
Paievements effectués pendant l'exercice 2008	(3 676)	(95)	(3 771)
Solde au 30 septembre 2008 ²	7 274	1 384	8 658

¹ Comptabilisés comme diminution de l'écart d'acquisition.

² Du solde restant, 4 310 000 \$ sont inclus dans les crédettes et charges à payer et 4 348 000 \$ sont inclus dans les autres passifs à long terme. La majorité du solde restant a été payée au cours de l'exercice 2009.

Note 19 Investissements dans les filiales et les coentreprises (SUITE)

d) Modifications de la ventilation des prix d'acquisition

La Société a révisé la ventilation des prix d'acquisition et effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des passifs liés aux intégrations, de la tranche à court terme de la dette à long terme, de la dette à long terme, des actifs d'impôts futurs et des passifs liés aux réorganisations de 5 801 000 \$, 3 287 000 \$, 2 685 000 \$, 2 145 000 \$ et 320 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette de la trésorerie et de la participation sans contrôle de 43 000 \$ et 75 000 \$, respectivement, tandis que l'écart d'acquisition a diminué de 9 916 000 \$.

e) Contrepartie des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2008, la Société a payé les soldes des prix d'acquisition de certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette de la dette à long terme de 3 954 000 \$.

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2007**a) Acquisition**

La Société a réalisé l'acquisition suivante :

- Codesic Consulting (« Codesic ») — Le 3 mai 2007, la Société a acquis toutes les actions en circulation d'un cabinet de services en technologies de l'information de Seattle, dans l'État de Washington. Reconnu pour sa profonde connaissance des affaires et des technologies de l'information, Codesic aide ses clients en gérant leurs initiatives stratégiques, en intégrant les technologies à leurs fonctions d'affaires et en assurant le soutien d'environnements informatiques essentiels.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La ventilation du prix d'acquisition présentée ci-après était préliminaire et se fonde sur les meilleures estimations de la direction de la Société. De la contrepartie totale de 24 034 000 \$, une tranche de 15 055 000 \$ a été payée. Le montant du solde à payer dépendra du rendement de Codesic au cours des deux prochaines années, selon une formule stipulée dans l'entente. La ventilation finale du prix d'acquisition a été complétée et ces modifications sont présentées à la note 19d des transactions réalisées au cours des exercices 2008 et 2009.

	Codesic \$
Éléments hors trésorerie du fonds de roulement	1 303
Immobilisations	146
Relations clients et autres	6 023
Écart d'acquisition ¹	16 094
Impôts futurs	355
	23 921
Trésorerie acquise	113
Actifs nets acquis	24 034
Contrepartie	
Trésorerie	14 778
Solde conditionnel	8 979
Coûts d'acquisition	277
	24 034

¹ L'écart d'acquisition est déductible à des fins fiscales.

Dans le cadre de l'acquisition conclue au cours de l'exercice 2007, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration de l'entreprise acquise. Conséquemment, la Société a établi une provision de 332 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés de l'entreprise acquise dont les fonctions étaient déjà remplies dans la structure existante.

b) Modification à la coentreprise

Le 19 avril 2007, la Société a modifié son entente avec les actionnaires de CIA, un fournisseur de services informatiques qui exerce ses activités principalement dans les domaines gouvernementaux et financiers. À la suite de cette modification, la Société est en position d'exercer un contrôle unilatéral sur CIA. La Société utilise maintenant la méthode de consolidation intégrale pour comptabiliser son investissement. À la date de modification de l'entente, la Société détenait 60,69 % des actions de CIA en circulation. Avant le 19 avril 2007, l'investissement était considéré comme une coentreprise et était comptabilisé selon la méthode de la consolidation proportionnelle. En vertu de l'entente, la Société s'est engagée à acheter les actions restantes de CIA, soit 39,31 % des actions de CIA, avant le 1^{er} octobre 2011. Après le 19 avril 2007, la Société a augmenté son investissement dans les actions de CIA et, au 30 septembre 2007, elle détenait 64,66 % des actions en circulation. La modification de la méthode de consolidation a entraîné une augmentation nette des actifs nets de 215 000 \$ et une diminution nette de la trésorerie du même montant. À la suite de ces modifications, la valeur de l'écart d'acquisition de CIA s'élève à 3 526 000 \$. La Société décrit ses engagements pour l'achat des actions restantes à la note 26a.

c) Solde des passifs liés aux intégrations

Cognicase a été acquise durant l'exercice 2003. Pour AMS et Cognicase, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises s'établissent comme suit :

	Consolidation et fermeture d'installations	Cessation d'emploi	Total
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2006	35 010	2 287	37 297
Ajustements de la provision initiale ¹	(3 860)	(754)	(4 614)
Écart de conversion	(1 517)	(17)	(1 534)
Paievements effectués pendant l'exercice 2007	(9 577)	(121)	(9 698)
Solde au 30 septembre 2007 ²	20 056	1 395	21 451

1 Comptabilisés comme diminution de l'écart d'acquisition.

2 Du solde restant, 6 247 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 15 204 000 \$ sont inclus dans les autres passifs à long terme. La majorité du solde restant de Cognicase a été payée durant l'exercice 2008.

d) Modifications de la ventilation des prix d'acquisition

La Société a révisé la ventilation des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des actifs d'impôts futurs, des passifs liés aux intégrations, de la trésorerie et des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 3 021 000 \$, 8 045 000 \$, 130 000 \$ et 118 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette des relations clients de 191 000 \$, tandis que l'écart d'acquisition a diminué de 4 967 000 \$.

e) Contrepartie des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2007, la Société a payé les soldes des prix d'acquisition de certaines entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution de la dette à long terme de 2 011 000 \$.

Note 20 Activités abandonnées

Au cours de l'exercice 2008, les résultats relatifs aux services canadiens de réclamations et de gestion du risque et aux services actuariels de la Société ont été classés comme activités abandonnées. En juillet 2008, la Société a vendu son unité canadienne de services de réclamations et de gestion du risque et en février 2009, elle a vendu son unité de services actuariels (voir la note 19b des transactions réalisées au cours des exercices 2009 et 2008).

Le tableau suivant présente un résumé de l'information financière concernant les activités abandonnées :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Produits	2 511	64 851	77 621
Charges d'exploitation ¹	1 046	68 747	72 157
Amortissement	14	1 624	2 619
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	1 451	(5 520)	2 845
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices ²	143	(386)	1 102
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités abandonnées	1 308	(5 134)	1 743

1 Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009, les charges d'exploitation provenant des activités abandonnées tiennent compte d'un gain sur cession de 1 494 000 \$. Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, les charges d'exploitation provenant des activités abandonnées tiennent compte d'une perte de valeur relative à l'écart d'acquisition de 4 051 000 \$ et d'une perte sur cession de 965 000 \$.

2 La charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices ne présente pas des taux d'impôt proportionnels au bénéfice ou à la perte avant impôts car la vente inclut un écart d'acquisition de 1 499 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009 (7 732 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008), ce montant n'ayant pas de valeur fiscale.

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs liés aux activités abandonnées :

	2009	2008
	\$	\$
Actifs à court terme		
Débiteurs	—	1 304
Impôts sur les bénéfices à recevoir	—	39
Immobilisations	—	55
Total des actifs destinés à la vente	—	1 398
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer	—	295
Rémunération à payer	—	41
Produits reportés	—	321
Total des passifs destinés à la vente	—	657

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées s'établissent comme suit :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	164	(818)	5 930
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(3)	(250)	(2 302)
Total des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités abandonnées	161	(1 068)	3 628

Note 21 Renseignements supplémentaires sur les coentreprises

La quote-part des activités des coentreprises revenant à la Société, incluse dans les états financiers consolidés, s'établit comme suit :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)	
	\$	\$	
Bilans			
Actifs à court terme	37 608	36 543	
Actifs à long terme	2 998	1 333	
Passifs à court terme	14 721	15 040	
Passifs à long terme	445	518	
	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
États des résultats			
Produits	101 964	87 887	94 111
Charges	88 552	77 381	79 647
Bénéfice net	13 412	10 506	14 464
	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
États des flux de trésorerie			
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :			
Activités d'exploitation	25 542	4 879	16 327
Activités d'investissement	(570)	(412)	(2 669)
Activités de financement	(12 250)	(13 720)	(11 956)

Note 22 Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Débiteurs	31 749	(13 164)	(8 441)
Travaux en cours	(22 450)	(43 785)	(5 049)
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	8 399	(12 692)	6 063
Créditeurs et charges à payer	(39 255)	5 762	(21 449)
Rémunération à payer	38 009	(5 327)	24 220
Produits reportés	15 194	(13 323)	39 020
Impôts sur les bénéfices	25 974	(31 357)	49 886
	57 620	(113 886)	84 250

b) Les activités d'exploitation, d'investissement et de financement liées aux activités poursuivies sans effet sur la trésorerie s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Débiteurs	(1 476)	408	(438)
Créditeurs et charges à payer	(1 817)	(2 723)	(4 540)
Produits reportés	4 779	–	–
	1 486	(2 315)	(4 978)
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	(27 040)	(17 559)	(9 609)
Acquisitions d'actifs incorporels	(4 779)	(13 185)	–
	(31 819)	(30 744)	(9 609)
Activités de financement			
Augmentation des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	27 040	17 559	9 609
Augmentation des obligations liées aux actifs incorporels	–	13 185	–
Émission d'actions	1 476	(408)	438
Rachat d'actions subalternes classe A	1 817	2 723	4 540
	30 333	33 059	14 587

c) Les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Intérêts payés	16 558	26 847	37 925
Impôts sur les bénéfices payés	63 125	139 803	37 763

Note 23 Information sectorielle

La Société compte les trois secteurs d'exploitation suivants, outre les activités du siège social : le Canada, les États-Unis et l'Inde, ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique (note 8). Ces secteurs d'exploitation sont structurés en fonction du lieu de prestation des services ; leurs résultats englobent les activités qu'ils exercent pour les clients de leurs régions respectives ainsi que les activités réalisées par nos centres d'excellence dans le cadre de notre modèle mondial de prestations de services.

Le tableau ci-après présente de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion.

	2009				
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	2 216 042	1 421 366	305 417	–	3 942 825
Produits intersectoriels	(36 383)	(59 579)	(21 702)	–	(117 664)
	2 179 659	1 361 787	283 715	–	3 825 161
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, revenu d'intérêts, autres charges, gain à la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle (déduction faite des impôts sur les bénéfices) ¹	320 702	171 965	18 639	(50 565)	460 741
Total de l'actif	2 341 074	985 289	197 619	375 928	3 899 910

¹ L'amortissement inclus dans les résultats du Canada, des États-Unis et de l'Inde, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique et du siège social est de 116 243 000 \$, 78 819 000 \$, 7 247 000 \$ et 14 495 000 \$, respectivement, pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009. L'amortissement comprend une perte de valeur de 11 143 000 \$ essentiellement liée aux autres actifs incorporels du secteur d'exploitation des États-Unis et de l'Inde.

	2008 (Retraité — note 2a)				
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	2 356 629	1 137 457	296 745	–	3 790 831
Produits intersectoriels	(21 063)	(50 944)	(12 961)	–	(84 968)
	2 335 566	1 086 513	283 784	–	3 705 863
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, revenu d'intérêts, autres charges, gain à la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle (déduction faite des impôts sur les bénéfices) ¹	332 827	129 401	24 692	(56 434)	430 486
Total de l'actif	2 274 589	1 113 303	197 900	94 766	3 680 558

¹ L'amortissement inclus dans les résultats du Canada, des États-Unis et de l'Inde, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique et du siège social est de 111 903 000 \$, 54 358 000 \$, 5 069 000 \$ et 13 524 000 \$, respectivement, pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008.

	2007 (Retraité — note 2a)				
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	2 267 116	1 165 669	278 245	–	3 711 030
Produits intersectoriels	(15 790)	(50 220)	(11 075)	–	(77 085)
	2 251 326	1 115 449	267 170	–	3 633 945
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, revenu d'intérêts, autres charges, gain à la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle (déduction faite des impôts sur les bénéfices) ¹	322 698	123 512	23 152	(62 877)	406 485
Total de l'actif	2 069 169	1 077 300	193 544	131 848	3 471 861

¹ L'amortissement inclus dans les résultats du Canada, des États-Unis et de l'Inde, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique et du siège social est de 123 162 000 \$, 54 548 000 \$, 5 123 000 \$ et 12 334 000 \$, respectivement, pour l'exercice terminé le 30 septembre 2007.

Les conventions comptables des secteurs d'exploitation sont identiques à celles décrites dans la rubrique Sommaire des principales conventions comptables (note 2). Les produits intersectoriels sont évalués de la même manière que si ces produits provenaient de tiers.

Note 23 Information sectorielle (SUITE)

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau ci-après présente l'information sur les immobilisations en fonction de leur emplacement :

	2009	2008
	\$	\$
Immobilisations		
Canada	155 072	135 979
É.-U. et Inde	53 651	40 147
Europe et Asie-Pacifique	3 695	2 309
	212 418	178 435

Les produits par emplacement géographique des clients sont semblables aux produits présentés par secteur d'exploitation.

INFORMATION RELATIVE AUX SERVICES

Le tableau suivant présente les produits en fonction des services fournis par la Société :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Impartition			
Services en TI	1 817 943	1 523 562	1 565 943
Gestion des processus d'affaires	405 516	485 454	400 989
Intégration de systèmes et services-conseils	1 601 702	1 696 847	1 667 013
	3 825 161	3 705 863	3 633 945

Note 24 Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, la Société est aussi partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %.

Les opérations et les soldes qui en découlent, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont présentés ci-après.

Les produits ont été de 108 139 000 \$, 124 461 000 \$ et 120 010 000 \$ pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007, respectivement.

	2009	2008
	\$	\$
Débiteurs	10 542	12 050
Travaux en cours	5 937	5 939
Coûts liés à des contrats	8 706	11 206
Produits reportés	3 351	2 715

Note 25 Avantages sociaux futurs

En règle générale, la Société n'offre pas de régime de retraite ni d'avantages complémentaires de retraite à ses employés, sauf dans les cas suivants :

- La Société maintient des régimes de retraite à cotisations déterminées principalement pour certains de ses employés situés en Europe. La charge totale relative à ces régimes pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007 est de 5 053 000 \$, 5 303 000 \$ et 4 717 000 \$, respectivement.
- La Société maintient un régime à cotisations déterminées du type 401(k) pour l'ensemble de ses employés situés aux États-Unis. Depuis le 1^{er} janvier 2008, la Société cotise dans la même proportion que les employés, jusqu'à concurrence de 2 500 \$ US par année. Avant cette date, le maximum était de 1 000 \$ US par année. Pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007, la Société a cotisé des montants de 7 557 000 \$, 5 069 000 \$ et 4 520 000 \$, respectivement.
- La Société maintient deux régimes de rémunération différée non admissibles pour certains membres de la direction situés aux États-Unis. Un de ces deux régimes ne constitue pas un régime par capitalisation et le passif au titre de rémunération différée totalisait 3 211 000 \$ au 30 septembre 2009 (4 066 000 \$ au 30 septembre 2008). L'autre régime représente un régime par capitalisation pour lequel une fiducie a été établie afin que les actifs du régime soient distincts ; cependant, dans le cas d'une faillite, les actifs sont assujettis aux créanciers ordinaires de la Société. Ces actifs, composés de placements, sont compris dans les autres actifs à long terme et changent de valeur selon les cotisations des employés et les variations de valeur des placements. Le changement de la valeur du passif lié au régime est égal au changement de la valeur des actifs. Les actifs de la fiducie ainsi que les passifs connexes totalisaient 13 108 000 \$ au 30 septembre 2009 (11 657 000 \$ au 30 septembre 2008).
- La Société maintient un régime d'avantages postérieurs à l'emploi pour certains des anciens employés retraités de son unité canadienne de gestion des services de réclamations et de gestion du risque, laquelle a été vendue. Le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi totalisait 7 201 000 \$ au 30 septembre 2009 (7 368 000 \$ au 30 septembre 2008).

Note 26 Engagements, éventualités et garanties

A) ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2009, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2030 et visant principalement la location de locaux et de matériel informatique utilisé dans les contrats d'impartition, se chiffrent à environ 832 113 000 \$. Les loyers minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices et par la suite se présentent comme suit :

	\$
2010	140 755
2011	108 399
2012	86 452
2013	71 863
2014	62 678
Par la suite	361 966

La Société a conclu des ententes de service à long terme représentant un engagement total de 166 969 000 \$. Les versements minimaux exigibles en vertu de ces ententes pour les cinq prochains exercices et par la suite s'échelonnent comme suit :

	\$
2010	89 754
2011	38 520
2012	20 767
2013	11 870
2014	3 905
Par la suite	2 153

Le 19 avril 2007, dans le cadre de l'entente entre les actionnaires de CIA, la Société s'est engagée à acheter les actions restantes de CIA avant le 1^{er} octobre 2011 (voir la note 19b des transactions de 2007). Au 30 septembre 2009, 34,22 % des actions de CIA n'avaient pas été achetées. Le prix d'achat des actions restantes sera calculé conformément à l'entente entre les actionnaires. Si la Société avait acheté la totalité des actions restantes de CIA au 30 septembre 2009, la contrepartie versée aurait été d'environ 10 832 000 \$.

Note 26 Engagements, éventualités et garanties (SUITE)

B) ÉVENTUALITÉS

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de réclamations et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si le dénouement de ces procédures ne peuvent être prévisibles avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'un de ces litiges pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales. Au 30 septembre 2009, la Société fait l'objet de réclamations d'environ 80 000 000 \$ et de demandes reconventionnelles de plus de 10 000 000 \$.

De plus, la Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats font l'objet d'exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences gouvernementales enquêtent afin de s'assurer que les activités de la Société sont conduites selon les exigences requises. En règle générale, le gouvernement peut changer la portée ou mettre fin à ces contrats à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un projet important avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

C) GARANTIES

Vente d'actifs et cession d'entreprises

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société peut être obligée de verser des paiements à des contreparties, par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines ententes précisent une responsabilité potentielle maximale d'environ 41 903 000 \$, d'autres ne fixent pas de plafond quant au montant, ni de limite quant à la durée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Aucun passif n'a été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation au 30 septembre 2009. La Société estime que l'obligation totale qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur ses états financiers consolidés.

Autres transactions

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En règle générale, la Société ne serait responsable des cautionnements de soumission que si elle refusait d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. La Société serait également responsable pour des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. Au 30 septembre 2009, la Société avait engagé un montant total de 123 996 000 \$ dans ces types de cautionnements. À sa connaissance, la Société se conforme à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de services pour lesquels il existe de telles garanties, et que l'obligation totale qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur les résultats consolidés de la Société ni sur sa situation financière.

De plus, la Société fournit une garantie de 5 900 000 \$ sur la valeur résiduelle d'une propriété louée, comptabilisée en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat de location.

Note 27 Instruments financiers

JUSTE VALEUR

Tous les actifs financiers classés dans les actifs détenus jusqu'à l'échéance ou dans les prêts et créances, de même que les passifs financiers classés dans les autres passifs sont initialement évalués à la juste valeur, puis au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les actifs et passifs financiers classés dans les instruments détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur. Les gains et les pertes liés aux réévaluations périodiques sont comptabilisés dans le bénéfice net.

La Société a adopté le classement suivant :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie (note 2) ainsi que l'actif et le passif du régime de rémunération différée (note 25) sont classés dans les instruments détenus à des fins de transaction, pour tenir compte des intentions de la direction.
- Les débiteurs (note 4), les travaux en cours, la balance de prix de vente (note 7) et les fonds détenus pour des clients sont classés dans les prêts et créances.
- Les créditeurs et charges à payer, la rémunération à payer, les passifs liés aux intégrations et aux réorganisations (note 9), la dette à long terme, compte non tenu des obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 10), les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 9) et les obligations liées aux fonds des clients sont classés dans les autres passifs.

Les coûts de transaction comprennent essentiellement les frais associés aux services juridiques et comptables et tout autre coût directement attribuable à l'émission des actifs et passifs financiers. Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs et des passifs financiers autres que ceux classés dans les instruments détenus à des fins de transaction.

Aux 30 septembre 2009 et 2008, la juste valeur estimative des débiteurs, des travaux en cours, de la balance de prix de vente, des fonds détenus pour des clients, des créiteurs et charges à payer, de la rémunération à payer, des passifs liés aux intégrations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, de la dette à long terme (exception faite des billets de premier rang en devise américaine) et des obligations liées aux fonds détenus des clients se rapproche de leur valeur comptable respective.

La juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine, évaluée en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions, est de 116 859 000 \$ au 30 septembre 2009 (201 618 000 \$ au 30 septembre 2008), contre une valeur comptable de 114 061 000 \$ (202 428 000 \$ au 30 septembre 2008) (note 10).

Le tableau suivant résume la juste valeur des instruments de couverture en cours :

		2009	2008
Poste de comptabilisation		\$	\$
Couverture d'investissements nets dans des filiales étrangères autonomes			
Dette de 100 000 \$ US désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales aux États-Unis	Dette à long terme	107 220	—
Dette de 12 000 € désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales en Europe	Dette à long terme	18 823	—
Couvertures de flux de trésorerie liés aux produits futurs			
Contrats de change à terme de 192 660 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et le dollar canadien	Autres actifs à court terme	8 303	—
	Autres actifs à long terme	16 148	—
Contrats de change à terme de 62 940 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et la roupie indienne	Autres actifs à court terme	1 495	—
	Autres actifs à long terme	488	—
	Autres passifs à long terme	78	—
Contrats de change à terme de 110 315 \$ pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar canadien et la roupie indienne	Charges à payer	2 005	—
	Autres passifs à long terme	7 570	—
Couvertures de flux de trésorerie liés aux billets de premier rang non garantis en devise américaine			
Contrats de change à terme de 107 000 \$ US (192 000 \$ US au 30 septembre 2008)	Autres actifs à long terme	5 736	8 758

La Société estime qu'une tranche d'environ 7 801 000 \$ des gains nets non réalisés cumulés sur l'ensemble des instruments financiers dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie au 30 septembre 2009 sera reclassée en résultat net au cours des 12 prochains mois.

RISQUE DE MARCHÉ (RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT ET RISQUE DE CHANGE)

Le risque de marché englobe plusieurs catégories de risques. La variation des facteurs de risque tels que le risque de taux d'intérêt et le risque de taux de change ont une incidence sur la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à long terme (note 10) et n'a actuellement recours à aucun instrument financier qui réduirait ce risque. Une fluctuation des taux d'intérêt de 50 points de base n'aura pas de répercussions importantes sur le montant actuel des emprunts. Par conséquent, une analyse de sensibilité des effets de telles fluctuations sur le bénéfice net et le résultat étendu n'a pas été fournie.

Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change des devises. La Société réduit ce risque principalement avec la dette étrangère et des contrats de change. De temps à autre, la Société a recours à des contrats de change pour couvrir des flux de trésorerie prévus ou des flux de trésorerie contractuels dans d'autres devises que la devise fonctionnelle des filiales de la Société (note 2). Les relations de couverture sont désignées et documentées lors de leur mise en place, et leur efficacité fait l'objet d'appréciations trimestrielles au cours de l'exercice.

La Société est soumise principalement aux risques liés à la fluctuation du dollar américain et de l'euro. Au 30 septembre 2009, la portion de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des travaux en cours, des créiteurs et charges à payer, et de la rémunération à payer libellés en dollars américains s'élève à 198 265 000 \$ US, 107 856 000 \$ US, 126 169 000 \$ US, 63 000 000 \$ US et 58 956 000 \$ US, respectivement. De plus, au 30 septembre 2009, la portion de ces mêmes éléments libellés en euros est de 14 292 000 €, 21 144 000 €, 6 124 000 €, 11 230 000 € et 3 386 000 €, respectivement.

Note 27 Instruments financiers (SUITE)

Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat étendu de la Société à une appréciation de 10 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien. L'analyse de sensibilité présente l'incidence des éléments monétaires libellés en devises et tient compte d'un ajustement de conversion, à la fin de la période, en fonction d'une variation de 10 % des taux de change. Une dépréciation de 10 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait une incidence égale et inverse sur le bénéfice net et le résultat étendu.

	2009		2008	
	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro
Augmentation du bénéfice net	11 739	938	9 761	906
Augmentation du résultat étendu	79 117	12 409	115 157	12 422

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance ses activités en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission de dette et l'émission d'actions. L'un des principaux objectifs financiers de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant efficacement les actifs, les passifs et les flux de trésorerie.

Au 30 septembre 2009, la Société affichait des créanciers et charges à payer et une rémunération à payer de 306 826 000 \$ et de 165 981 000 \$, respectivement, dus au cours des 12 prochains mois (339 765 000 \$ et 127 151 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2008). La date d'échéance contractuelle de la dette à long terme et de la facilité de crédit renouvelable est présentée à la note 10, les engagements à la note 26 et les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la note 9. Les avantages sociaux futurs sont présentés à la note 25 ; cependant la nature de ces obligations ne permet pas un classement par échéance. Les dates d'échéance des passifs liés aux intégrations varient entre deux et sept ans.

Au 30 septembre 2009, la Société détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 343 427 000 \$ (50 134 000 \$ au 30 septembre 2008), des facilités de crédit renouvelables non garanties de 1 359 279 000 \$ et des marges de crédit remboursables à vue de 25 000 000 \$ (note 10) (1 325 665 000 \$ et 25 000 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2008). Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec les moments auxquels les paiements des obligations sont dus, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est faible.

RISQUE DE CRÉDIT

La Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire le risque qu'un client ne puisse pas régler en entier les montants dus à la Société aux moments requis. Les instruments financiers qui exposent la Société à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des travaux en cours.

Les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements à court terme susceptibles d'être réalisés rapidement comme des dépôts sur le marché monétaire (note 3). La Société ne détient pas de papier commercial adossé à des actifs dans ses équivalents de trésorerie. La Société a déposé les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

La Société a des débiteurs et des travaux en cours provenant de clients issus de diverses industries, dont les agences gouvernementales, le secteur financier, les télécommunications, le secteur manufacturier et les services publics, qui ne sont pas concentrées dans un secteur géographique en particulier. Ces industries peuvent être touchées par des facteurs économiques pouvant avoir une incidence sur les débiteurs. Toutefois, la direction ne croit pas que la Société soit sujette à un risque de crédit important compte tenu de son bassin vaste et diversifié de clients.

Le tableau ci-dessous présente l'âge des débiteurs en souffrance :

	2009	2008
En règle	267 784	295 751
En souffrance depuis 1 à 30 jours	9 183	45 011
En souffrance depuis 31 à 60 jours	13 086	24 948
En souffrance depuis 61 à 90 jours	4 979	13 695
En souffrance depuis plus de 90 jours	33 737	32 862
	328 769	412 267
Provision pour créances douteuses	(11 122)	(12 870)
	317 647	399 397

La valeur comptable des débiteurs est réduite par une provision et le montant de la perte est reconnu aux états consolidés des résultats dans les coûts des services et frais de vente et d'administration. Lorsque le solde d'un débiteur est considéré comme irrécouvrable, il est porté en réduction de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements ultérieurs de montants antérieurement radiés sont portés en réduction des coûts des services et frais de vente et d'administration dans les états consolidés des résultats. Dans l'ensemble, la direction ne croit pas qu'une industrie ou une région géographique en soi représente un risque de crédit important pour la Société.

Note 28 Gestion du risque de capital

La Société est exposée à des risques d'importance variée qui pourraient avoir une incidence sur sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques de croissance. Les objectifs principaux des politiques et des procédures de gestion des risques de la Société visent à s'assurer que les risques sont correctement identifiés et que le capital est suffisant, compte tenu des risques présents. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée sont décrits ci-après.

La Société gère son capital de manière à assurer que les ressources en capital sont suffisantes tout en maximisant le rendement pour les actionnaires en optimisant l'équilibre entre l'endettement et les avoirs. Au 30 septembre 2009, le total du capital géré s'élevait à 2 901 811 000 \$ (2 440 567 000 \$ au 30 septembre 2008). Le capital géré de la Société se compose de dette à long terme, incluant la tranche à court terme (note 10), de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 3) ainsi que des capitaux propres. La Société structure son capital en fonction de la croissance prévue des affaires et de l'évolution de l'environnement économique. Lorsque les besoins en capitaux sont spécifiés, la direction de la Société propose des transactions en capital au Comité de vérification et de gestion des risques et au conseil d'administration de la Société afin d'obtenir leur approbation. La politique de gestion du risque en capital demeure la même qu'au cours des périodes précédentes.

La Société fait un suivi du capital en révisant diverses mesures financières, incluant les suivantes :

- Dette/capitalisation
- Dette nette/capitalisation
- Dette/BAIIA

La dette représente la dette à long terme, incluant la tranche à court terme. La dette nette, la capitalisation et le BAIIA sont des mesures sortant du cadre des PCGR. La dette nette représente la dette (incluant l'incidence de la juste valeur des contrats à terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. La capitalisation est définie par les capitaux propres plus la dette. Le BAIIA est calculé à partir du bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts plus les intérêts sur la dette à long terme et la charge d'amortissement. La Société croit que les résultats des ratios internes actuels correspondent aux objectifs de la direction en matière de capital.

La Société est assujettie à des clauses restrictives imposées par des tiers en regard à la facilité de crédit et à ses billets de premier rang non garantis en devise américaine. Pour la facilité de crédit, les ratios sont :

- Le ratio de levier financier, qui est le ratio de la dette totale sur le BAIIA pour les quatre trimestres les plus récents.
- Le ratio de couverture des intérêts et des loyers, qui est le ratio de BAIIL pour les quatre trimestres les plus récents sur le total de la charge d'intérêts et des frais de location d'exploitation pour la même période. Le BAIIL est une mesure sortant du cadre des PCGR et est constitué du BAIIA plus les frais de location.
- La valeur nette minimale requise, où les capitaux propres, déduction faite des ajustements de conversion de devises étrangères inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Les ratios pour les facilités de crédit sont calculés sur une base consolidée, excluant Innovaposte qui est une coentreprise.

Pour les billets de premier rang non garantis en devise américaine, les ratios sont :

- Le ratio de levier financier, qui est le ratio de la dette totale ajustée pour les frais de location d'exploitation sur le BAIIL pour les quatre trimestres les plus récents.
- Le ratio de couverture des charges fixes, qui est le ratio du BAIIL sur le total de la charge d'intérêts plus les frais de location d'exploitation pour les quatre trimestres les plus récents.
- La valeur nette minimale requise, où les capitaux propres, déduction faite des ajustements de conversion de devises étrangères inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Les ratios pour les billets de premier rang non garantis en devise américaine sont calculés en se basant sur certaines filiales de la Société qui représentent une partie importante des opérations consolidées de la Société.

La Société se conforme aux clauses restrictives et fait un suivi continu de celles-ci. Les ratios sont aussi revus par le Comité de vérification et de gestion des risques sur une base trimestrielle. La Société n'est soumise à aucune autre exigence en matière de capital imposé par des tiers.

Note 29 Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis

Les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis qui touchent les états financiers consolidés de la Société sont les suivantes :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
Rapprochement du bénéfice net :			
Bénéfice net — PCGR du Canada	316 466	293 132	237 294
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions (i)	(3 759)	(4 127)	—
Bons de souscription (ii)	1 404	(5 721)	1 404
Renversement de provision d'impôts sur les bénéfices (iii)	(517)	(7 452)	—
Autres (iv)	594	216	549
Bénéfice net — PCGR des États-Unis	314 188	276 048	239 247
Bénéfice de base par action — PCGR des États-Unis	1,02	0,87	0,73
Bénéfice dilué par action — PCGR des États-Unis	1,01	0,86	0,72
Bénéfice net — PCGR des États-Unis	314 188	276 048	239 247
Autres éléments du résultat étendu	35 434	64 649	(96 850)
Résultat étendu — PCGR des États-Unis	349 622	340 697	142 397
Rapprochement des capitaux propres :			
Capitaux propres — PCGR du Canada	2 275 254	1 997 001	1 815 559
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions (ix)	58 411	58 411	58 411
Bons de souscription (ii)	(7 988)	(9 392)	(3 671)
Renversement de provision d'impôts sur les bénéfices (iii)	(7 969)	(7 452)	—
Rémunération non gagnée (v)	(3 694)	(3 694)	(3 694)
Coûts d'intégration (vi)	(6 606)	(6 606)	(6 606)
Écart d'acquisition (vii)	28 078	28 078	28 078
Impôts sur les bénéfices et ajustement pour modification de convention comptable (viii)	9 715	9 715	9 715
Autres (iv)	(5 605)	(3 859)	(4 075)
Capitaux propres — PCGR des États-Unis	2 339 596	2 062 202	1 893 717

(i) Rémunération à base d'actions

Depuis l'exercice 2008, la Société émet des options sur actions avec une période d'acquisition des droits de trois ans et des critères de performance. En vertu des PCGR du Canada, la charge de rémunération pour ce genre d'options a été comptabilisée sur une base linéaire puisque les attributions avec un calendrier d'acquisition graduelle des droits sur les options ont une durée de vie prévue similaire. Selon les PCGR des États-Unis, la méthode de l'acquisition graduelle des droits aux options doit être utilisée. L'ajustement représente la variation de la charge de rémunération entre l'utilisation de la méthode linéaire et la méthode d'acquisition graduelle des droits. Cet ajustement n'a pas d'incidence sur les capitaux propres.

(ii) Bons de souscription

En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des bons de souscription émis relativement à des contrats d'impartition à long terme est comptabilisée dans les coûts liés à des contrats et amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale du contrat. En vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des instruments de capitaux propres émis a été soustraite du produit initial reçu afin de déterminer les produits. Les ajustements pour 2009, 2008 et 2007 résultent de la contrepassation de l'amortissement des coûts liés à des contrats, déduction faite des impôts sur les bénéfices, considérée comme une réduction du bénéfice net consolidé en vertu des PCGR du Canada.

De plus, l'ajustement de l'exercice 2008 inclut les ententes finales avec les autorités fiscales et l'échéance des délais de prescription de passifs d'impôts des exercices précédents associés à l'émission de bons de souscription qui a entraîné un renversement de passifs d'impôts de 7 125 000 \$ au cours de l'exercice 2008. Le renversement de ce recouvrement a été considéré comme une augmentation du bénéfice consolidé selon les PCGR du Canada.

(iii) Renversement de provision d'impôts sur les bénéfices

Au cours des exercices 2009 et 2008, la Société a renversé des provisions d'impôts sur les bénéfices non récurrents ayant trait à des ententes finales avec les autorités fiscales et l'échéance des délais de prescription des passifs d'impôts des exercices précédents associés aux acquisitions d'entreprises. Le renversement de ces provisions a été considéré comme une augmentation du bénéfice consolidé selon les PCGR du Canada. En vertu des PCGR des États-Unis, l'ajustement a été imputé à l'écart d'acquisition attribuable à l'acquisition.

(iv) Capitalisation des actifs incorporels

Le 1^{er} octobre 2008, la Société a adopté le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* (note 2a). Cette norme donne de nouvelles indications concernant les coûts pouvant être capitalisés relativement au développement d'actifs incorporels. Selon les PCGR des États-Unis, aucune modification n'a été apportée aux normes relatives à la capitalisation. Cet ajustement est un des éléments inclus au poste « Autres » et correspond à l'incidence nette des coûts ayant été passés en charges ou capitalisés selon les PCGR du Canada pour lesquels le traitement comptable diffère selon les PCGR des États-Unis. Pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007, l'ajustement au bénéfice net consiste en une diminution de 198 000 \$, 368 000 \$ et 892 000 \$, respectivement. Aux 30 septembre 2009, 2008 et 2007, les capitaux propres ont été augmentés de 2 145 000 \$, 2 341 000 \$ et 2 709 000 \$, respectivement.

(v) Rémunération non gagnée

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} juillet 2001, les options sur actions non acquises qui avaient été accordées à la suite d'un regroupement d'entreprises n'étaient pas enregistrées. L'ajustement tient compte de la valeur intrinsèque des options sur actions non acquises (se reporter à l'alinéa vii) ci-dessous) qui, en vertu des PCGR des États-Unis, aurait été comptabilisée comme composante distincte des capitaux propres. Cette rémunération non gagnée a été amortie sur une durée approximative de trois ans, ce qui représente la période approximative restante d'acquisition des droits sur les options.

(vi) Coûts d'intégration

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} janvier 2001, certains coûts de restructuration liés à l'acheteur pouvaient être constatés dans la répartition du prix d'acquisition lors de la comptabilisation des regroupements d'entreprises, à certaines conditions. En vertu des PCGR des États-Unis, seuls les coûts liés directement aux entreprises acquises peuvent être pris en compte dans la répartition du prix d'acquisition. Cet ajustement représente l'imputation au bénéfice net consolidé, déduction faite de l'amortissement de l'écart d'acquisition de 2001, enregistré à l'égard des PCGR du Canada et déduction faite des impôts sur les bénéfices.

(vii) Écart d'acquisition

L'ajustement des capitaux propres lié à l'écart d'acquisition est principalement le résultat de la différence dans la valeur attribuée aux options sur actions accordées aux employés d'IMRglobal Corp. En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des options sur actions en cours pour lesquelles les droits sont comptabilisée comme partie intégrante du prix d'acquisition à répartir. En vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des options sur actions accordées à la suite de l'acquisition d'entreprises aurait été enregistrée, que les droits soient acquis ou non. Se reporter à l'alinéa v) pour une analyse plus approfondie de cet élément.

(viii) Impôts sur les bénéfices et ajustements pour modification de convention comptable

Le 1^{er} octobre 1999, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3465 du *Manuel de l'ICCA, Impôts sur les bénéfices*. Les recommandations du chapitre 3465 sont similaires aux dispositions du Statement of Financial Accounting Standard (« SFAS ») n° 109, *Accounting for Income Taxes* (désormais l'ASC Topic 740, *Income Taxes*), publié par le Financial Accounting Standards Board (« FASB »). À la suite de la mise en application du chapitre 3465, la Société a enregistré un ajustement pour tenir compte de l'écart entre la valeur attribuée et la valeur fiscale des actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises, ce qui se traduit par des passifs d'impôts futurs. La Société a enregistré ce montant au moyen d'une réduction des bénéfices non répartis, comme partie intégrante de l'ajustement cumulatif. En vertu des PCGR des États-Unis, ce montant aurait été inclus à titre d'augmentation de l'écart d'acquisition.

(ix) Rémunération à base d'actions

En vertu des PCGR du Canada, les coûts de rémunération à base d'actions sont comptabilisés selon la méthode de la juste valeur depuis le 1^{er} octobre 2004. En vertu des PCGR des États-Unis, le SFAS n° 123 (révisé en 2004), *Share-Based Payment* (désormais l'ASC Topic 718, *Compensation — Stock Compensation* publié par le FASB) n'a requis l'application de cette norme que pour les exercices ouverts à compter du 15 juin 2005. L'ajustement de l'exercice 2005 représente la charge comptabilisée aux états consolidés des résultats aux fins des PCGR du Canada pour laquelle aucune charge n'était enregistrée ou requise selon les PCGR des États-Unis. Depuis le 1^{er} octobre 2005, il n'existe aucune différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis en ce qui a trait à la rémunération à base d'actions.

(x) Consolidation proportionnelle

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon les PCGR des États-Unis, les entités dans lesquelles la Société détient une participation majoritaire seraient entièrement consolidées, et les entités dans lesquelles elle ne détient pas une participation majoritaire, mais sur lesquelles elle exerce une influence notable, seraient comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Ce traitement aurait entraîné le reclassement des postes des bilans et des états des résultats consolidés aux 30 septembre 2009 et 2008 et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2009. Cependant, comme les écarts ont été jugés négligeables en ce qui a trait aux coentreprises à participation majoritaire, ils n'ont pas fait l'objet d'une présentation (se reporter à la note 21). Conformément aux pratiques prescrites par la U.S. Securities and Exchange Commission (« SEC ») des États-Unis, la Société a choisi, aux fins de ce rapprochement, de comptabiliser ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Note 29 Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis (SUITE)

(xi) Modifications comptables récentes

Le 30 septembre 2009, la Société a adopté les modifications publiées par le FASB relativement à la hiérarchie référentielle des PCGR. Ces modifications établissent que l'*Accounting Standards Codification*™ du FASB (la « codification ») constitue le texte faisant autorité quant aux principes comptables reconnus par le FASB comme ceux devant être appliqués lors de la préparation d'états financiers conformes aux PCGR. Les règles et interprétations de la SEC aux termes des lois fédérales en matière de valeurs mobilières constituent également des textes faisant autorité quant aux PCGR pour les émetteurs assujettis à la SEC. Le FASB ne publiera aucune nouvelle norme sous la forme de documents intitulés Statements, Staff positions ou Emerging Issues Task Force Abstracts. Il émettra plutôt des mises à jour intitulées *Accounting Standards Update*. Ces mises à jour, non référentielles en soi, ne serviront qu'à la mise à jour de la codification. Ni ces modifications ni la codification ne viennent modifier les PCGR. À l'exception de la façon dont les nouvelles lignes directrices comptables y sont mentionnées, l'adoption de ces changements n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

En septembre 2006, le FASB a publié le SFAS n° 157, *Fair Value Measurements* (désormais l'ASC Topic 820, *Fair Value Measurements and Disclosures* publié par le FASB), qui s'applique aux états financiers portant sur les exercices ouverts après le 15 novembre 2007 et sur les périodes intermédiaires comprises dans ces exercices. Le SFAS n° 157 définit la juste valeur, établit un cadre d'évaluation à la juste valeur selon les principes comptables généralement reconnus et étoffe les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. L'adoption de la SFAS n° 157 par la Société le 1^{er} octobre 2008 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

En février 2007, le FASB a publié le SFAS n° 159, *Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities Including an Amendment* du FASB Statement n° 115, qui s'applique aux exercices ouverts après le 15 novembre 2007. Selon le SFAS n° 159, les entités peuvent choisir d'évaluer de nombreux instruments financiers et certains autres éléments à la juste valeur. L'adoption du SFAS n° 159 par la Société le 1^{er} octobre 2008 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

(xii) Modifications comptables futures

En octobre 2009, le FASB a publié l'*Accounting Standards Update* n° 2009-13, *Multiple-Deliverable Revenue Arrangements*, qui modifie l'ASC Topic 605, *Revenue Recognition*, publiée par le FASB, ainsi que le *Update* n° 2009-14, *Certain Revenue Arrangements That Include Software Elements*, qui modifie l'ASC Subtopic 985-605, *Software — Revenue Recognition*, publiée par le FASB (les « mises à jour »). Les mises à jour fournissent des directives sur les arrangements qui comprennent des éléments logiciels, notamment des produits concrets comprenant des composantes logicielles essentielles au fonctionnement du produit concret et qui ne seront plus constatés selon les dispositions sur la constatation des produits tirés de logiciels, ainsi que des produits fonctionnant au moyen de logiciels et qui seront maintenant assujettis à d'autres dispositions pertinentes sur la constatation des produits. Les mises à jour constituent un texte faisant autorité quant aux arrangements en matière de produits relatifs à des livrables multiples auxquels les dispositions sur la constatation des produits tirés de logiciels ne s'appliquent pas. En vertu de cette nouvelle directive, lorsqu'une indication objective relative à un fournisseur précis ou une indication relative à un tiers quant à des livrables dans le cadre d'un arrangement ne peut être déterminée, il est nécessaire d'établir la meilleure estimation du prix de vente afin de séparer les livrables et de répartir la contrepartie liée à l'arrangement au moyen de la méthode du prix de vente relatif. Les mises à jour comprennent également de nouvelles exigences de présentation quant à l'incidence de l'application de la méthode du prix de vente relatif sur le moment et le montant de la constatation des produits. Les mises à jour doivent être adoptées au cours de la même période et selon la même méthode de transition, sont applicables de façon prospective mais peuvent être adoptées de façon rétrospective, et s'appliquent aux arrangements en matière de produits qui ont été conclus ou ont subi des modifications importantes au cours des exercices financiers ouverts après le 15 juin 2010 ou à cette date. L'adoption anticipée est également permise, mais si elle a lieu au cours d'une période intermédiaire, elle nécessite une application rétrospective depuis le début de l'exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces mises à jour sur ses états financiers consolidés.